

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Distillerie HAVION
9 rue des Artisans
40480 Vieux-Boucau-les-Bains

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2025 dans l'établissement Distillerie Havion implanté 9 rue des Artisans 40480 Vieux-Boucau-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE HAVION
- 7 RUE DES ARTISANS 40480 VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS
- Code AIOT : 0100291282
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Distillerie Havion, située au 9 rue des Artisans à Vieux-Boucau-les-Bains, développe des activités de production de spiritueux par distillation ainsi que des activités de stockage et d'élaboration des alcools.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative – Classement ICPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative – Classement des activités ICPE	13/12/2024, article Annexe à l'article R.511-9	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constatations effectuées lors de l'inspection, il apparaît que la distillerie exerçant une activité de production et de stockage d'alcools ne relève pas de la réglementation des installations classées compte tenu du niveau d'activité exercé. Aucune disposition réglementaire relative aux installations classées pour la protection de l'environnement n'est donc opposable à ce titre à cette société au vu du niveau d'activité exercé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Classement des activités ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 2250.3 - Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur est supérieure à 0,5 hl/j et inférieure ou égale à 30 hl/j. Nota. : Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu aux points 2 et 3 ci-dessus, de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics.</p> <p><i>Déclaration</i></p> <p>Rubrique 4755.2 - Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. Lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %, la quantité susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 50 m³.</p> <p><i>Déclaration avec Contrôle périodique</i></p> <p>1510. Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 1.5 Substances Combustibles « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³. Déclaration avec Contrôle périodique</p>
Constats :

L'inspection des installations classées a procédé à un inventaire des niveaux d'activité de l'établissement au regard des rubriques 2250, 4755 et 1510 de la nomenclature ICPE.

Concernant la rubrique 2250 (distillation d'alcool de bouche), il ressort que l'exploitant déclare une production journalière inférieure à 0,5 hectolitre d'alcool pur. À ce titre, un alambic d'une capacité de 60 litres, aujourd'hui non utilisé, servait antérieurement à la mise au point de recettes de produits développés par la société.

Au titre de la rubrique 4755 (stockage de liquides inflammables – spiritueux), le site dispose d'un chai de vieillissement contenant environ 13 m³ de spiritueux, ce qui le place en dessous des seuils déclaratifs de cette rubrique.

S'agissant enfin de la rubrique 1510 (entrepôt – stockage de matières ou produits combustibles), l'activité de commerce de gros de boissons alcooliques menée sur le site s'accompagne d'un volume de stockage d'environ 810 m³, également en deçà des seuils de classement ICPE pour cette rubrique.

Type de suites proposées : Sans suite